

## OPINION

# Que nous réserve la fin de l'été, compte tenu des deux duels en cours ?

Par Jean MARSLA, président de la Société européenne de défense AISBL

**L**e premier duel se déroule chez nos voisins allemands, entre Mme Merkel et M. Schultz, et le suspense est faible : les élections législatives du 24 septembre semblent sur le point d'être gagnées par la Chancelière, qui n'a que l'embaras du choix de sa coalition : poursuivre avec un SPD probablement affaibli, reprendre les libéraux, qui pour renaitre ont adopté une ligne conservatrice et eurosceptique, ou essayer les Verts, ce qui fonctionne dans certains Länder. Gardons-nous toutefois de considérer que les jeux sont faits, bien des choses peuvent se passer en trois semaines qui sont susceptibles de faire basculer une élection.

Ce n'est pas en France que se joue le second duel. Bien que des élections sénatoriales s'y déroulent aussi le 24 septembre, elles sont indirectes. Les partis vainqueurs seront ceux qui ont le plus grand nombre d'élus locaux. M. Macron a peu de chance d'en rallier beaucoup : il a galvaudé au cours de l'été un tiers du capital de confiance qu'il avait su créer au cours de la présidentielle et des législatives, par une communication fort maladroite au sujet des mesures prises dans la précipitation pour limiter le déficit budgétaire à 3%. Ces mesures sont fort impopulaires, car elles pénalisent les personnes socialement défavorisées, les collectivités locales et la Défense, pourtant très sollicitée par la lutte antiterroriste, en métropole et au-delà de la Méditerranée.

L'autre duel suscite l'angoisse : il oppose la Corée du Nord et la communauté internationale. Même si nous ne sommes pas encore comme le Japon survolés par des missiles balistiques susceptibles de porter une bombe à hydrogène, l'Europe pourrait l'être, car le missile Hwasong-14 testé en juillet a une portée de 10.000 km. Nous ne sommes pas comme Séoul à portée de tir des canons nord-coréens, mais les conséquences de la crise actuelle pour notre sécurité et notre bien-être peuvent être importantes : les États-Unis, la Chine et la Russie sont directement impliqués.

Avant de regarder vers la lointaine mer du Japon, revenons vers le jardin du voisin.

Les sondages prédisent depuis plusieurs semaines une avance de 15 à 17 points pour les démocrates-chrétiens (CDU-CSU) de Mme Merkel sur le SPD emmené par M. Schultz. Même si la moitié des électeurs se disent encore incertains, M. Schulz, élu au printemps à l'unanimité président de son parti, n'a, depuis huit mois, pas su séduire les électeurs comme il l'a fait pour les militants, ni mettre la Chancelière en difficulté. Même au cours de l'unique débat télévisé de la campagne, le 3 septembre, il ne l'a guère attaquée, préférant parler de son programme.

Il a marqué un point en reprochant à Mme Merkel de n'avoir pas réussi à mieux impliquer les autres États membres de l'UE dans la gestion

de la crise de 2015. Il a critiqué l'intégration insuffisante des réfugiés et migrants, la croissance de l'inégalité, car la hausse des loyers n'est pas compensée par l'augmentation des salaires, ainsi que le soutien à l'industrie automobile malgré le «dieselgate». Mais M. Schultz a manqué de crédibilité lorsqu'il a tenté de distancier le SPD de la CDU-CSU. Les Allemands savent que les deux partis ont gouverné ensemble de 2005 à 2009 et de 2013 à 2017, et que leurs options sont très proches sur la justice sociale et la sécurité domestique, la police, la démocratie, la politique étrangère, la place des musulmans en Allemagne, la rupture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE.

M. Schulz reconnaît la nécessité des réformes menées par le chancelier Schröder pour relancer l'économie allemande, contrairement à la partie du SPD qui a fondé Die Linke. Son appel à plus de justice sociale est donc inaudible, de même que son rejet de l'engagement pris au Conseil atlantique de septembre 2014, de doubler le budget de défense de l'Allemagne : le SPD faisait partie du gouvernement qui a fait cette promesse.

Dans le débat, c'est surtout la personnalité des candidats à la Chancellerie et leur force de conviction qui ont primé. 55% des téléspectateurs ont déclaré que Mme Merkel était la plus forte, 35% se sont prononcés pour M. Schulz. L'élection est-elle jouée ? Ou la campagne, fort terne jusqu'à présent, va-t-elle commencer ? Nous ferons le point début octobre...

À l'est de l'Asie, les fortes tensions actuelles sont causées par le désir de la Corée du Nord de s'affirmer sur la scène internationale. Kim Jong-un cherche à éviter le sort de Kadhafi et de Saddam Hussein en complétant l'équipement de la quatrième armée au monde par la dissuasion nucléaire. La bombe à hydrogène testée le 3 septembre a provoqué près de Punggye-ri, au nord-est de la péninsule, un séisme de 6,3 sur l'échelle de Richter. Pyongyang ne se laisse nullement impressionner par les sanctions et les condamnations que les Nations unies ou les États de la région ont décidées depuis dix ans. La communauté internationale a immédiatement réagi, mais comme pour la guerre civile en Syrie : en ordre dispersé.

M. Trump a réclamé la dénucléarisation de la péninsule et promis une réponse militaire massive, efficace et écrasante, en cas de menaces de Pyongyang visant le territoire américain ou ses alliés. Le général Mattis, le secrétaire à la Défense, et le général McMaster, le conseiller à la sécurité nationale, reconnaissent qu'il n'existe pas de solution militaire à la crise, et que seule une pression diplomatique multilatérale peut être efficace pour faire renoncer Pyongyang à ses armes de destruction massive. Sans doute parce que Kim Jong-un disposerait de dix à vingt têtes nucléaires selon l'Institut de recherche internationale sur la paix de Stockholm.

Le secrétaire d'État américain et le ministre japonais des Affaires étrangères ont demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord, qui consisteraient en la réduction des fournitures de pétrole à Pyongyang par la Russie et la Chine. Le Japon

affirme avoir renoncé le 29 août à abattre le missile Hwasong-12 qui a survolé l'île de Hokkaido, parce qu'il était impossible balistiquement qu'il atteigne le sol japonais. Mais alors, pourquoi avoir alerté les habitants pour qu'ils se mettent à l'abri ?

Le président chinois, Xi Jinping, qui réunissait le 3 septembre, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, a sévèrement condamné le tir et fait contrôler le niveau de radiations le long de ses 1.400 kilomètres de frontière avec la Corée du Nord. Il a exhorté Kim Jong-un à «cesser d'aggraver la situation» avec des «actions erronées» qui «ne servent pas ses propres intérêts». La Chine a approuvé début août 2017 la septième prise de sanctions contre la Corée du Nord au Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a suspendu à la mi-février 2018 ses importations de charbon et à la mi-août, celles de fer, plomb et produits de la mer.

Moscou condamne «le mépris» manifesté par Pyongyang pour les résolutions de l'ONU et lance un appel à la retenue, jugeant «impératif de garder son calme et d'éviter toute action qui conduirait à une nouvelle escalade».

Séoul augmente son budget de défense de 6,9 %, envisage d'installer quatre batteries supplémentaires de Terminal High Altitude Area Defense (THAAD) et accélère son programme de missiles balistiques de portée intermédiaire (500 à 800 km), alors qu'il y a quelques semaines, le nouveau chef de l'État sud-coréen, Moon Jae-in, avait mis fin au déploiement d'une première batterie et fait offre de dialogue à Pyongyang, restée sans réponse. Un fiasco, comme les sanctions ciblées d'Obama.

La France, l'Allemagne, l'Italie réclament de nouvelles sanctions au Conseil de sécurité de l'ONU

et à l'UE. Mais que pèse celle-ci, sans capacité militaire, face à une dictature habituée à transgresser nos règles ? En 1968, la marine de la Corée du Nord s'était emparée de l'USS-Pueblo et de ses 82 marins. Dans les années 1970 et 1990, plusieurs incidents de frontières ont fait quelques victimes. Pourtant, en 1991, les USA ont retiré leurs armes nucléaires tactiques de la péninsule.

En mars 2010, la corvette sud-coréenne Cheonan était coulée par un sous-marin nord-coréen, tuant 46 marins. En novembre 2010, Pyongyang faisait bombarder l'île de Yeonpyeong, à l'ouest de la Corée du Sud. Depuis décembre 2011, Kim Jong-un humilie les États-Unis en multipliant les tests atomiques et les lancements de missiles, dont certains peuvent atteindre l'Alaska. Rien qu'en 2016, plus d'une vingtaine d'engins ont été tirés et deux bombes testées, en 2017, il s'agit de 17 missiles et d'un essai nucléaire.

Les Sud-Coréens, les Japonais et les Américains de Guam et d'Alaska peuvent-ils dormir tranquilles ? En mai 2016, lors du congrès du Parti des travailleurs, Kim Jong-un a déclaré que sa république n'utilisera pas une arme nucléaire sans que sa souveraineté ne soit violée, par des forces hostiles et agressives, avec des bombes atomiques. Est-il crédible, alors qu'il semble avoir fait assassiner de façon atroce son demi-frère (avec des neurotoxiques) et son oncle (dévoré par des chiens affamés) ?

Que peut faire la communauté internationale ? Les États-Unis peuvent exercer des pressions sur la Chine et la Russie. L'UE aussi, mais, incapable de résoudre les problèmes qui se posent en Méditerranée, elle n'est pas crédible en mer du Japon.



## Ecofin Club Luxembourg vous invite à la prochaine activité au Cercle Munster

Lunch-rencontre avec Bob Kneip  
le vendredi 22 septembre 2017 de 11h30 à 14h15



Bob Kneip,  
CEO Kneip Communication

### Thème : « Digital transformation »

Special Breakfast pour les membres :  
10h à 11h30 (voir site web et formulaire d'inscription).

Informations pratiques :  
11h30 - 12h00 Networking  
12h00 - 12h25 Apéritif  
12h30 - 13h15 Lunch 3 services  
13h15 - 14h00 Débat  
14h00 - 14h15 Q&R

PAF : membre 55€ HTVA - PAF : non membre 75€ HTVA pp

A verser sur le compte bancaire :  
BIC : GEBABEBB - BE73 0015 4949 3760  
Communication : Réf. 22/09 Bob Kneip

Prochaines activités : 17/10 et 17/11/2017 à partir de 11h30 au Cercle Munster, partenaire Ecofin Club Luxembourg.

Info club & devenir membre : [www.ecofinclub.lu](http://www.ecofinclub.lu) - [contact@ecofinclub.lu](mailto:contact@ecofinclub.lu)



Avec le soutien de



## Le Luxembourg parmi les économies les plus ouvertes au monde

**S**ingapore, Hong Kong et Luxembourg sont les seuls pays à avoir décroché la notation «excellente» dans le dernier classement «ICC Open Markets Index». Le Luxembourg fait partie des économies les plus ouvertes au monde.

L'«ICC Open Markets Index» est publié annuellement et permet d'évaluer l'ouverture du commerce international dans les économies au niveau mondial. L'indice permet de détecter les déficiences mais aussi les forces de chaque pays, et de contribuer à inciter les divers gouvernements à implémenter des mesures favorables au développement du commerce international.

Pour l'édition 2017, le Luxembourg occupe la troisième place parmi 75 pays classés. Avec Singapore et Hong Kong, le Grand-Duché a réussi à atteindre un score moyen supérieur ou égal à 5,0 dans l'ensemble des quatre composants de l'indice.

Pour le pilier «Infrastructures pour le commerce», le Luxembourg est particulièrement performant et partage la première place avec Hong Kong. Ce pilier est mesuré à l'aide de l'indice de la performance logistique de la Banque Mondiale et

d'un indicateur mesurant la qualité de nos infrastructures numériques.

Pour le pilier «Ouverture commerciale», le Luxembourg occupe le troisième rang. Le Grand-Duché affiche notamment un taux élevé du ratio des échanges commerciaux au PIB qui s'explique par la dimension restreinte du marché local et la dépendance par rapport aux pays étrangers pour l'écoulement des biens et des services.

Pour la catégorie «Ouverture aux investissements directs étrangers» qui permet d'apprécier l'attrait d'un pays pour les investisseurs étrangers, le Luxembourg occupe la quatrième place et peut se targuer de figurer parmi les acteurs majeurs en la matière.

Concernant le pilier «Régime politique commerciale», le Luxembourg arrive au 18<sup>e</sup> rang. L'ensemble des États membres de l'UE affichent la même performance qui s'explique par le fait que l'UE dispose d'un tarif douanier commun et d'une législation antidumping unique. La politique commerciale des membres individuels de l'UE, par conséquent, est présumée identique à celle de l'UE.

L'intégralité de l'étude peut être consultée sous le lien suivant : <https://iccwbo.org/publication/icc-open-markets-index-2017>

Source : Chambre de Commerce